

INTERROGER PAR LE BAS LES LOGIQUES D'APPROPRIATION DES PRATIQUES AGROÉCOLOGIQUES AU BURKINA FASO : LE RETOUR TERRAIN DES POPULATIONS DE LENA

Fayama TIONYELE

Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique, Burkina Faso
tionyele@yahoo.fr

Pulchérie BAMA

Université Nazi Boni, Burkina Faso
bamapulcherie22@gmail.com

Karambiri SOULEYMANE

Centre Universitaire de Gaoua, Burkina Faso
karambirisouleymane784@gmail.com

&

Traoré ISSOUF

Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique, Burkina Faso
tr_isse@yahoo.fr

Résumé : La présente contribution explore les perceptions des producteurs ainsi que les dynamiques d'adoption des options agroécologiques dans la commune rurale de Lèna. Elle vise à évaluer l'efficacité de quatre options agroécologiques, analyser la perception des producteurs et identifier les principaux facteurs qui influencent leur adoption. Un échantillon aléatoire de 30 producteurs, issu d'une population mère de 90 exploitants, a été enquêté. Il ressort une perception largement positive des producteurs selon laquelle les pratiques agroécologiques ciblées contribuent à l'amélioration des rendements, à la qualité des produits et à leur meilleure commercialisation. Cependant, les contraintes liées à la disponibilité des intrants, à l'accès limité aux semences fourragères, ainsi que la pénibilité du travail du sol lors de l'association culturale, pratiquée seulement par 20% des producteurs, constituent des facteurs limitant l'adoption des pratiques agroécologiques étudiées. De même, la culture fourragère, adoptée par 60% des producteurs, demeure freinée par l'accès restreint aux semences et par la priorité accordée aux cultures alimentaires. À l'inverse, des facteurs tels que l'encadrement technique, la disponibilité foncière et l'expérience agricole, notamment chez les producteurs ayant plus de 16 années d'expérience (23 %) favorisent l'adoption des pratiques agroécologiques, comme en témoigne l'adoption généralisée de la fumure organique et la forte pratique de la rotation des cultures (80 %). Ces résultats soulignent l'importance de l'accompagnement technique renforcé et d'un meilleur accès aux ressources productives pour promouvoir une transition agroécologique durable dans cette zone sahélienne.

Mots-clés : Pratiques agroécologiques, Adoption, Perception, Lèna, Burkina Faso.

QUESTIONING THE LOGIC BEHIND THE ADOPTION OF AGROECOLOGICAL PRACTICES IN BURKINA FASO: FEEDBACK FROM THE FIELD FROM THE PEOPLE OF LÈNA

Abstract: This paper explores producers' perceptions and the dynamics of adopting agroecological options in the rural commune of Lèna. It aims to evaluate the effectiveness of four agroecological options, analyze producers' perceptions, and identify the main factors influencing their adoption. A random sample of 30 producers, drawn from a parent population of 90 farmers, was surveyed. The results show that producers have a largely positive perception of the targeted agroecological practices, believing that they contribute to improved yields, product quality, and better marketing opportunities. However, constraints related to the availability of inputs, limited access to forage seeds, and the difficulty of tilling the soil when practicing crop rotation, which is done by only 20% of producers, are factors limiting the adoption of the agroecological practices studied. Similarly, forage cultivation, adopted by 60% of producers, remains hampered by limited access to seeds and the priority given to food crops. Conversely, factors such as technical support, land availability, and agricultural experience, particularly among producers with more than 16 years of experience (23%), encourage the adoption of agroecological practices, as evidenced by the widespread adoption of organic fertilization and the widespread practice of crop rotation (80%). These results highlight the importance of enhanced technical support and better access to productive resources in promoting a sustainable agroecological transition in this Sahelian zone.

Keywords: Agroecological practices, Adoption, Perception, Lena, Burkina Faso.

Introduction

L'agriculture conventionnelle, dominante tout au long du XX^e siècle, a permis une augmentation significative de la production alimentaire mondiale. Cependant, cette intensification agricole s'est réalisée au prix d'importants coûts environnementaux (Berton et *al.*, 2014). En effet, elle s'est appuyée sur une utilisation massive et peu différenciée d'engrais chimiques et de pesticides de synthèse, sur le recours généralisé au labour intensif et sur l'homogénéisation des cultures. Ces pratiques ont contribué à une dégradation progressive des sols, à une perte de fertilité et à une réduction notable des superficies agricoles exploitables (Torquebiau et *al.*, 2019). Au Burkina Faso, cette dynamique est particulièrement perceptible et préoccupante, dans la mesure où environ 31 % du territoire est déjà affecté par la dégradation des terres, dont 24 % de manière sévère, soit près de 6,5 millions d'hectares nécessitant des actions de restauration et de récupération (Ministère de l'agriculture et des aménagements hydro-agricoles, 2018). Dans ce contexte, la recherche d'alternatives durables au modèle productiviste s'impose comme une priorité. L'agroécologie apparaît de plus en plus comme une réponse pertinente, en raison de sa capacité à concilier productivité agricole, préservation des ressources naturelles et amélioration de la résilience des exploitations rurales (Bertrand et *al.*, 2014). En renforçant la diversité végétale et animale et en limitant la dépendance aux intrants de synthèse, les systèmes de production agroécologiques contribuent à la restauration des agroécosystèmes et à leur adaptation aux effets du changement climatique (Goïta et Frison, 2020). Toutefois, malgré leur potentiel avéré, ces pratiques demeurent encore faiblement adoptées dans de nombreux contextes sahéliens, les producteurs continuant de recourir massivement aux intrants chimiques et aux techniques de travail intensif des sols, en dépit des efforts de sensibilisation et de promotion déployés. C'est dans cette perspective que s'inscrit le projet Fairness Adaptation Inclusion

probabiliste a été constitué. Concernant les producteurs, l'étude a porté sur trois villages : Yabasso, Bodialédaga et Konzo. Un choix aléatoire stratifié a été effectué afin d'assurer une répartition équilibrée des enquêtés. Ainsi, un total de 30 producteurs a été sélectionné, comprenant 15 hommes et 15 femmes, soit 10 producteurs par village, à partir d'une population mère de 90 producteurs. En complément, l'étude a intégré des structures d'encadrement impliquées dans la promotion et l'accompagnement des pratiques agroécologiques. Huit agents ont été enquêtés, dont cinq de l'Union Nationale des Sociétés Coopératives des Producteurs de Coton du Burkina Faso (UNPCB) et trois de l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA). La composition détaillée de l'échantillon final est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Répartition de la population enquêtée par village et par catégorie d'acteurs

Désignation	Village	Hommes	Femmes	Total
Producteurs	Bodialédaga	5	5	10
	Yabasso	5	5	10
	Konzo	5	5	10
Services d'encadrement (agriculture et élevage)	Bodialédaga	2	1	3
	Yabasso	2	1	3
	Konzo	2	0	2
Total par sexe		21	17	38

Source : Données de terrain, septembre 2024.

1.3. Collecte de données

Dans cette étude, il a été combiné l'approche qualitative et celle quantitative, car elles semblaient plus adaptées à l'objet de recherche. En effet, en tant que méthodes, elles ont permis de comprendre les phénomènes sociaux dans leur contexte, en prenant en compte les significations, les expériences vécues et les points de vue (Mays et Pope, 1995) des producteurs en lien avec les pratiques agroécologiques. Grâce à cette combinaison d'approches, l'étude a pu identifier les pratiques agroécologiques testées dans le cadre du projet FAIR Sahel et adoptées dans la zone d'étude, tout en analysant la manière dont elles sont perçues et appropriées par les producteurs de la commune de Lèna. Pour les analyses, l'étude s'inscrit dans trois cadres conceptuels que sont la théorie de la diffusion des innovations de Rogers (2003), l'approche des capacités de Sen (1999) et la sociologie de l'action collective (Tilly, 2004 ; Olson, 1965). Le choix de ces cadres d'analyse se justifie par le fait que l'adoption différenciée des pratiques agroécologiques dans la commune de Lèna n'est pas seulement une question de perceptions individuelles. Elle intègre des dynamiques sociales plus larges. Fruit d'un processus social, les pratiques agroécologiques sont au croisement des caractéristiques aux innovations, des capacités réelles des producteurs à convertir les ressources disponibles en libertés effectives et des dynamiques collectives et institutionnelles d'action. L'agrégation de ces cadres analytiques, au-delà de la description, permet d'interroger les conditions sociales de l'appropriation des pratiques agroécologiques à Lèna.

1.4. Outils et méthodes d'analyses des données

Pour atteindre les objectifs de cette étude, il a été privilégié deux outils complémentaires de collecte de données. D'une part, des entretiens semi-structurés ont été menés, technique de référence en méthodologie qualitative. Ce choix visait à offrir aux enquêtés une certaine liberté d'expression, tout en guidant l'échange autour de thèmes préalablement définis. Un guide d'entretien, élaboré selon les cibles et le sujet étudié, a servi de support. D'autre part, un questionnaire structuré a été utilisé, relevant de la démarche quantitative, et conçu spécifiquement en fonction du public cible. Les entretiens ont été conduits en français avec les acteurs institutionnels et techniques impliqués dans la promotion de l'agroécologie. Ils ont été enregistrés à l'aide d'un dictaphone, puis intégralement transcrits. Les questionnaires, quant à eux, ont été administrés en langue dioula auprès des producteurs. Après la phase de collecte, l'ensemble des données a été regroupé en vue des analyses. Pour ce faire, nous avons utilisé le tableur Excel afin de produire les graphiques descriptifs, et le logiciel Sphinx pour le traitement à la fois des données quantitatives et qualitatives. Ce qui a permis d'aboutir aux résultats.

2. Résultats

2.1. Caractéristiques socio-démographiques des exploitants enquêtés

Ce point présente les principales caractéristiques socio-démographiques des exploitants agricoles enquêtés (Cf. tableau ci-dessous), afin de contextualiser les dynamiques d'adoption des pratiques agroécologiques observées.

Tableau 2 : Profil des enquêtés

Variables	Modalités	Effectifs	Pourcentages
Genre	Hommes	15	50
	Femmes	15	50
	Total	30	100
Statue de résidence	Autochtones	27	90
	Allochtones	03	10
	Total	30	100
OPA	Oui	21	70
	Non	09	30
Ethnie	Bôbô	25	83,33
	Gourounsi	04	13,33
	Mossi	01	3,33

Source : Données de terrain, septembre 2024

L'analyse du profil socio-démographique des exploitants enquêtés met en évidence une configuration relativement homogène, mais structurante pour la compréhension des dynamiques d'adoption des pratiques agroécologiques. La population enquêtée se caractérise par une parité parfaite entre hommes et femmes (50% chacun), indiquant que les activités agricoles et les choix techniques associés mobilisent indistinctement les deux

sexes. Cette configuration suggère que l'adoption des pratiques agroécologiques s'inscrit dans des logiques productives partagées au sein des ménages agricoles, plutôt que dans des rapports sociaux fortement différenciés selon le genre. La majorité des exploitants interrogés sont autochtones (90%), contre 10% d'allochtones, traduisant un ancrage territorial marqué. Cette ancienneté résidentielle est susceptible de favoriser une connaissance approfondie des contraintes agroécologiques locales et une continuité dans les pratiques agricoles. Elle peut également renforcer l'appropriation de pratiques visant à préserver la fertilité des sols, dans des contextes où les producteurs sont durablement installés sur les mêmes terroirs. L'appartenance à une organisation paysanne agricole concerne une proportion importante des exploitants, avec 70% de membres d'OPA, contre 30% de non-membres. Cette forte adhésion traduit l'existence de cadres collectifs de socialisation technique et d'échange d'expériences, susceptibles d'influencer les trajectoires d'adoption des pratiques agroécologiques. À l'inverse, la présence d'un tiers d'exploitants non affiliés suggère une hétérogénéité des modalités d'accès à l'information, à l'encadrement et aux dispositifs de soutien.

Sur le plan ethnoculturel, l'échantillon est majoritairement composé de producteurs Bôbô (83,33%), suivis des Gourounsi (13,33%) et des Mossi (3,33%). Cette relative homogénéité culturelle limite les effets de différenciation liés aux appartenances ethniques dans l'analyse des pratiques agricoles, permettant de concentrer l'analyse sur les facteurs socio-économiques, organisationnels et techniques. Au-delà de ces caractéristiques socio-démographiques générales, l'organisation sociale des exploitants au sein du ménage constitue un autre élément susceptible d'influencer les conditions de mise en œuvre des pratiques agroécologiques.

2.2. Statut matrimonial des exploitants

L'analyse du statut matrimonial des exploitants enquêtés montre une configuration sociale homogène, marquée par une généralisation du mariage, puisque 100 % des exploitants déclarent être mariés. Aucun cas de célibat, de divorce ou de veuvage n'a été enregistré au sein de l'échantillon. Cette homogénéité indique que l'activité agricole s'inscrit quasi exclusivement dans le cadre du ménage, qui constitue l'unité centrale d'organisation de la production et de mobilisation de la main-d'œuvre. La généralisation du statut marital suggère une disponibilité relativement stable de la force de travail familiale, élément particulièrement déterminant pour la mise en œuvre de pratiques agricoles nécessitant un investissement important en temps et en effort physique. Elle contribue également à limiter les variations sociales liées à la situation conjugale dans l'analyse des pratiques agroécologiques, en neutralisant cet aspect comme facteur différenciant entre exploitants. Dans ce contexte où les exploitants partagent des configurations familiales comparables, d'autres dimensions sociales apparaissent plus pertinentes pour comprendre les écarts observés dans les modalités d'appropriation des pratiques agroécologiques, notamment celles liées à l'accès au savoir, à l'information technique et aux dispositifs d'apprentissage.

2.3. Niveau d'instruction des exploitants

L'analyse du niveau d'instruction des exploitants enquêtés met en évidence une prédominance marquée de la non-scolarisation formelle, qui structure les modalités d'accès au savoir et à l'information technique. La figure ci-dessous permet d'exprimer cette réalité.

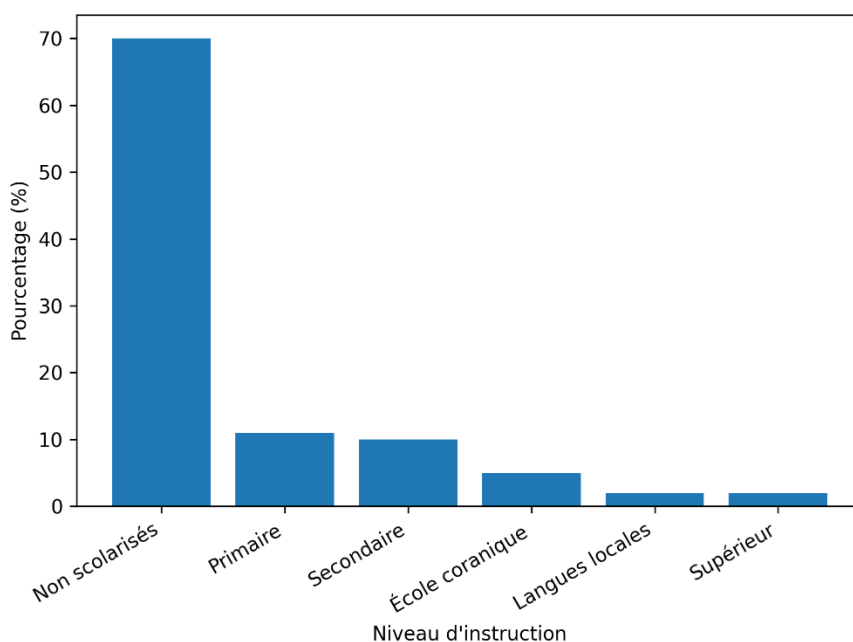


Figure 1 : Niveau d'instruction des producteurs

En effet, 70 % des exploitants déclarent n'avoir jamais fréquenté l'école formelle, ce qui indique que la majorité des apprentissages agricoles repose sur des formes non scolaires de transmission des connaissances. Toutefois, une minorité d'exploitants dispose d'un capital scolaire formel différencié. Ainsi, 11 % ont atteint le niveau primaire, 10 % le niveau secondaire et 2 % le niveau de l'enseignement supérieur. À ces formes d'instruction formelle s'ajoutent des parcours éducatifs alternatifs : 5 % des exploitants ont suivi un enseignement coranique et 2 % ont bénéficié d'une instruction en langues locales. Cette diversité, bien que numériquement limitée, traduit l'existence de profils cognitifs hétérogènes au sein de la population agricole. La faiblesse globale du niveau d'instruction formelle suggère que les dispositifs classiques de diffusion de l'information, fondés sur des supports écrits ou des formations standardisées, peuvent rencontrer des limites dans ce contexte. Elle met en évidence l'importance des modalités d'apprentissage reposant sur l'expérience pratique, l'observation et l'accompagnement technique de proximité. Ce constat permet de mieux comprendre les modalités d'appropriation des pratiques agroécologiques, qui s'appuient davantage sur des savoirs empiriques et des dispositifs d'encadrement adaptés aux réalités locales.

2.4. Activité principale des exploitants

L'analyse de l'activité principale des exploitants enquêtés montre une spécialisation totale dans l'agriculture, puisque 100% des enquêtés déclarent exercer cette activité comme source principale de subsistance. Cette configuration témoigne d'une forte dépendance des ménages agricoles à la performance des systèmes de production, tant en termes de revenus que de sécurité alimentaire. Cette centralité de l'agriculture dans les trajectoires professionnelles des exploitants confère une importance particulière aux choix techniques opérés au niveau des exploitations. Dans un contexte où les moyens d'existence reposent quasi exclusivement sur l'activité agricole, l'adoption de pratiques susceptibles d'améliorer

durablement la productivité des sols et la résilience des systèmes de production apparaît comme un enjeu stratégique pour les exploitants.

Par ailleurs, cette spécialisation agricole permet de mieux comprendre l'intérêt porté aux pratiques agroécologiques, non pas comme des activités marginales ou complémentaires, mais comme des options directement intégrées au cœur des systèmes de production et des stratégies de reproduction sociale des ménages ruraux.

2.5. Activités secondaires des exploitants

La figure 2 met en exergue les activités secondaires exercées par les exploitants enquêtés.

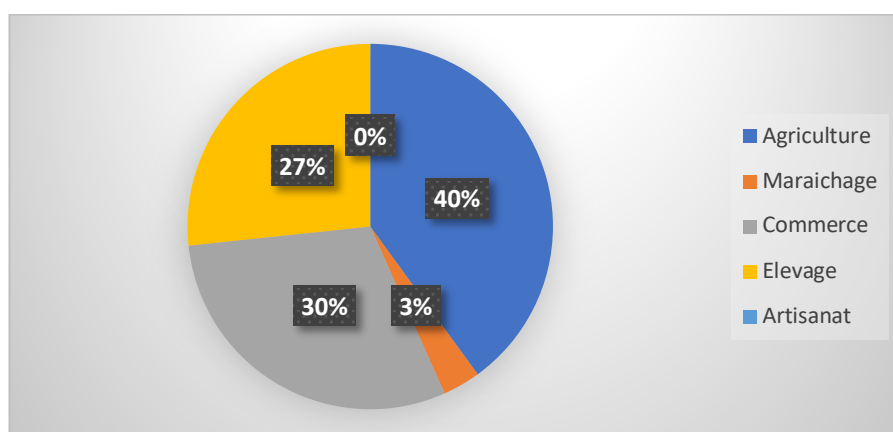


Figure 2 : Activité secondaire des enquêtés

Elle met en évidence une diversification significative des moyens d'existence. 60 % des exploitants déclarent exercer au moins une activité secondaire en complément de l'agriculture. Parmi ces activités, l'artisanat occupe une place prépondérante (40 %), suivi du commerce (30 %), de l'élevage (27 %) et, dans une moindre mesure, du maraîchage (3 %). Cette diversification des activités traduit des stratégies de sécurisation économique face aux incertitudes liées à la production agricole, notamment les aléas climatiques et les fluctuations des rendements. Elle permet aux exploitants de réduire leur dépendance exclusive à l'agriculture et de disposer de ressources complémentaires pouvant soutenir les investissements agricoles ou compenser les pertes de production.

Par ailleurs, certaines activités secondaires, en particulier l'élevage, entretiennent des liens fonctionnels avec les pratiques agroécologiques mises en œuvre. L'élevage contribue notamment à la disponibilité de matières organiques utilisables pour la fertilisation des sols, renforçant ainsi les interactions entre les différentes composantes des systèmes de production. Cette articulation entre activités agricoles et extra-agricoles constitue un élément structurant des trajectoires productives observées.

2.6. Ancienneté dans l'agriculture

L'ancienneté des exploitants dans l'activité agricole met en évidence une diversité marquée des trajectoires professionnelles, révélatrice de profils différenciés au sein de la population enquêtée. Près d'un quart des exploitants (23 %) disposent de plus de 16 années d'expérience agricole, traduisant l'existence d'un noyau de producteurs fortement expérimentés. À l'opposé, une partie des exploitants présente une ancienneté plus faible, inférieure à 6 années, tandis que les autres se répartissent dans des classes intermédiaires

d'expérience. Les exploitants ayant une ancienneté élevée, notamment ceux dont l'expérience dépasse seize ans, disposent d'un capital pratique accumulé qui structure leurs choix techniques et leurs arbitrages productifs. Cette expérience prolongée leur permet d'évaluer les évolutions des systèmes agricoles, d'apprécier les effets différés des pratiques mises en œuvre et de comparer les performances des options agroécologiques avec celles des techniques antérieures.

Par ailleurs, une proportion non négligeable des exploitants (17 %) se situe dans une tranche d'ancienneté comprise entre 14 et 16 ans, tandis que d'autres groupes présentent une expérience intermédiaire comprise entre 6 et 14 ans. Cette configuration suggère l'existence de profils hybrides, combinant une maîtrise suffisante des systèmes de production locaux avec une capacité d'adaptation aux changements techniques. Ainsi, l'ancienneté dans l'agriculture apparaît comme une variable structurante des trajectoires productives. Elle n'agit pas comme un déterminant mécanique de l'adoption des pratiques agroécologiques, mais conditionne les modalités d'engagement des exploitants, entre continuité des savoir-faire éprouvés, ajustements progressifs et stratégies d'expérimentation.

2.7. Types de production agricole

L'analyse des types de production agricole met en évidence une structuration des systèmes productifs largement orientée vers les cultures destinées à l'alimentation humaine. Les résultats montrent que les cultures légumineuses constituent la principale spéculation pour plus de la moitié des exploitants, tandis que les cultures céréalières occupent une place secondaire dans les systèmes de production. Cette orientation productive traduit une priorité accordée aux cultures contribuant directement à la sécurité alimentaire des ménages, tout en participant à l'amélioration de la fertilité des sols. À l'inverse, la culture fourragère demeure marginale, puisqu'elle est peu pratiquée par les exploitants, ce qui confirme son statut secondaire dans les choix productifs. Cette faible représentation contraste avec l'intérêt reconnu de ces cultures pour l'alimentation animale et l'intégration agriculture-élevage. Elle suggère que les décisions de production restent fortement conditionnées par les besoins alimentaires immédiats des ménages, au détriment de cultures dont les bénéfices sont indirects ou différés. Ainsi, la répartition des types de production révèle une hiérarchisation claire des priorités agricoles, où les exploitants privilégient les spéculations perçues comme essentielles à la subsistance. Cette configuration contribue à éclairer les niveaux différenciés d'adoption observés pour certaines pratiques agroécologiques, notamment celles liées à la culture fourragère et à l'intégration des systèmes de production.

2.8. Taux d'adoption des pratiques agroécologiques

L'analyse des taux d'adoption des pratiques agroécologiques (cf. Figure 3 ci-dessous) met en évidence une différenciation nette entre les options mises en œuvre par les exploitants, traduisant des logiques d'appropriation contrastées.

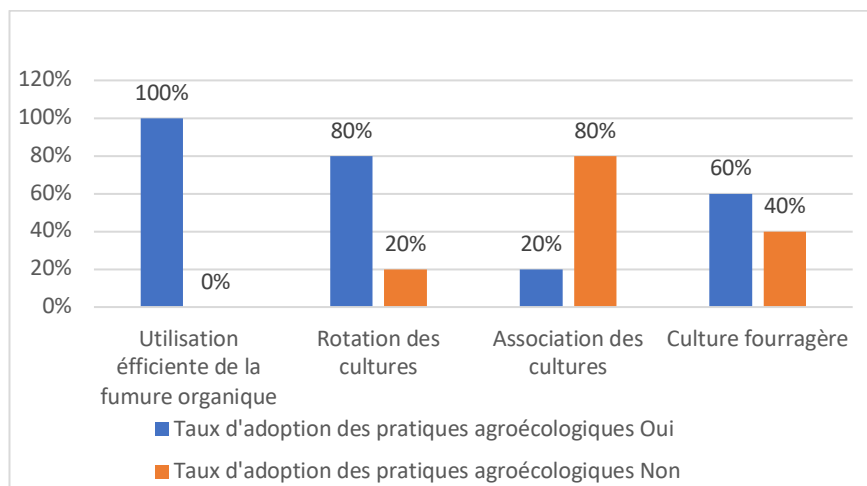


Figure 3 : Taux d'adoption des pratiques agroécologiques

La fumure organique apparaît comme la pratique la plus largement diffusée, puisqu'elle est adoptée par 100% des exploitants enquêtés. Ce niveau d'adoption généralisé indique une intégration complète de cette pratique dans les systèmes de production locaux. La rotation des cultures bénéficie également d'un niveau d'appropriation élevé, avec 80% des exploitants déclarant la pratiquer. Ce taux suggère que cette pratique est largement perçue comme compatible avec les systèmes de culture existants et intégrable dans les calendriers agricoles sans bouleversement majeur de l'organisation du travail. En revanche, l'adoption de la culture fourragère, bien que non négligeable, demeure intermédiaire (60% des exploitants). Cette proportion indique que, malgré l'intérêt reconnu de cette pratique, son intégration reste partielle et dépendante de conditions spécifiques, notamment en lien avec les priorités productives et la disponibilité des ressources nécessaires à sa mise en œuvre. L'association des cultures constitue la pratique la moins adoptée, avec seulement 20% des exploitants concernés. Ce faible taux met en évidence des contraintes importantes, liées notamment à la complexité technique perçue et à la pénibilité du travail du sol. Il révèle également que certaines pratiques agroécologiques, bien que reconnues pour leurs bénéfices potentiels, demeurent difficilement intégrables dans les systèmes de production actuels. La hiérarchisation observée des taux d'adoption souligne que les pratiques agroécologiques ne sont pas appropriées de manière uniforme. Les exploitants privilégient les options pouvant être mises en œuvre individuellement, avec des bénéfices rapidement observables, tandis que les pratiques plus complexes ou exigeantes en travail et en organisation restent marginales. Cette différenciation constitue un élément central pour comprendre les dynamiques d'adoption observées dans la zone d'étude.

2.9. Rentabilité économique des pratiques agroécologiques

L'analyse des résultats relatifs à la rentabilité économique des pratiques agroécologiques met en évidence une perception unanimement positive parmi les exploitants enquêtés. En effet, 100% des producteurs affirment que les pratiques agroécologiques mises

en œuvre sont économiquement rentables. Cette unanimité traduit une reconnaissance partagée des bénéfices économiques associés à ces pratiques, indépendamment des niveaux d'adoption différenciés observés précédemment. Cette perception de la rentabilité repose notamment sur l'amélioration des rendements, la réduction des dépenses liées aux intrants de synthèse et la valorisation des productions agricoles. Elle suggère que, du point de vue des exploitants, les pratiques agroécologiques constituent des options viables sur le plan économique et compatibles avec les objectifs de sécurisation des revenus agricoles. Toutefois, le caractère unanimement positif de cette perception, mis en regard des écarts observés dans l'adoption effective des différentes pratiques, indique que la reconnaissance des avantages économiques ne se traduit pas automatiquement par une appropriation généralisée de l'ensemble des options agroécologiques. Ce constat met en évidence l'existence de contraintes autres qu'économiques dans les trajectoires d'adoption, liées notamment aux exigences techniques, à l'organisation du travail et à l'accès aux ressources productives. Les résultats mettent en évidence une dissociation entre la reconnaissance des bénéfices de l'agroécologie et les modalités différenciées de son adoption. Leur interprétation appelle une analyse des logiques sociales, techniques et organisationnelles qui structurent ces choix.

3. Discussion

3.1. *Du profil socio-démographique et l'ancrage territorial*

L'adoption des pratiques agroécologiques ne peut être appréhendée indépendamment des caractéristiques sociales des exploitants et de leur rapport au territoire. L'analyse du profil socio-démographique permet ainsi de comprendre dans quelle mesure les dynamiques d'adoption observées s'inscrivent dans des configurations sociales favorables ou contraignantes. Les résultats montrent un équilibre entre hommes et femmes dans l'échantillon, ce qui souligne que l'agroécologie n'est pas perçue comme une pratique spécifiquement masculine ou féminine, contrairement à d'autres innovations agricoles souvent genrées. Cette mixité contribue à élargir les bases sociales de l'appropriation des pratiques, en favorisant leur diffusion au sein des ménages agricoles. Le fort ancrage territorial des producteurs renforce l'idée que l'agroécologie s'inscrit dans une relation durable au terroir. Comme le suggère Ostrom (1990), la gestion collective durable des ressources est favorisée lorsque les communautés disposent d'un ancrage local fort et partagent des valeurs communes. Dans ce cas, l'appropriation des pratiques agroécologiques s'inscrit dans une logique communautaire où le territoire est pensé comme un bien commun. L'appartenance à des organisations paysannes apparaît également comme un élément structurant des dynamiques d'adoption. Tilly (1978) rappelle que l'action collective ne se déploie efficacement que lorsqu'elle repose sur des organisations structurées et des formes de mobilisation sociale. Ici, les OPA jouent le rôle de relais d'innovation et de coordination entre producteurs, facilitant la diffusion des pratiques et la mutualisation des expériences.

3.2. *Capital humain, éducation et savoirs locaux*

Les résultats relatifs au niveau d'instruction mettent en évidence une prédominance de l'apprentissage non formel dans les trajectoires agricoles. Cette situation peut limiter l'accès direct aux informations techniques standardisées, en particulier lorsque les pratiques agroécologiques sont perçues comme complexes. Rogers (2003) rappelle que la complexité perçue constitue un frein majeur à l'adoption des innovations. Il convient cependant de relativiser cette contrainte dans la mesure où les producteurs disposent de savoirs endogènes

et mobilisent des canaux de communication traditionnels (langues locales, apprentissages informels, école coranique). Ces savoirs constituent une ressource précieuse pour l'appropriation de l'agroécologie, dans la mesure où celle-ci valorise justement les pratiques traditionnelles de gestion durable des sols et des cultures. Ainsi, plutôt qu'un frein, l'absence d'école formelle peut aussi être un levier, dès lors que les dispositifs d'accompagnement mobilisent ces ressources cognitives locales.

3.3. Expérience agricole et diversification des activités

L'expérience agricole apparaît comme un facteur structurant des trajectoires d'adoption des pratiques agroécologiques. Les producteurs disposant d'un capital d'expérience élevé bénéficient d'une légitimité sociale et d'une capacité accrue à évaluer la pertinence des innovations, ce qui peut favoriser leur rôle de référence au sein des communautés agricoles. Rogers (2003) souligne à cet égard l'importance des leaders d'opinion dans les processus de diffusion de l'innovation. La diversification des activités (artisanat, commerce, élevage) illustre également une stratégie de résilience économique. Ce pluralisme favorise l'ouverture aux pratiques agroécologiques en réduisant la dépendance exclusive aux revenus agricoles. Il s'agit d'une stratégie de sécurisation, où l'agroécologie s'intègre dans un portefeuille diversifié de pratiques économiques.

3.4. Adoption différenciée des pratiques agroécologiques

Les résultats empiriques mettent en évidence des niveaux d'adoption contrastés entre les différentes pratiques agroécologiques. Cette différenciation soulève la question des facteurs qui orientent les choix des producteurs au-delà de la simple reconnaissance des bénéfices agronomiques et économiques. Les résultats révèlent une adoption différenciée des pratiques agroécologiques au sein des producteurs enquêtés. L'adoption généralisée de la fumure organique s'explique par sa simplicité technique et par ses bénéfices immédiats et tangibles sur la fertilité des sols et le gain en rendement. Ce résultat s'inscrit dans le même sens que ceux de Epule et Bryant (2016) qui soutiennent que les techniques agroécologiques sont plus responsables de l'augmentation des rendements que les techniques conventionnelles. Il peut être utilement rappelé les travaux de Kabore *et al.*, 2019 sur les impacts environnementaux et les stratégies endogènes par les producteurs du Centre-Nord du Burkina. En effet, ces auteurs ont abouti au fait que la baisse de la fertilité des sols agricoles impacte négativement les rendements céréaliers et les producteurs investissent dans l'utilisation de la fumure organique pour la restauration. Aussi, contrairement à d'autres innovations agricoles, la pratique de la fumure organique ne nécessite ni investissements financiers importants ni coordination collective complexe. Chaque producteur peut la mettre en œuvre individuellement et constater rapidement une amélioration des rendements. Cette dynamique correspond aux observations de Rogers (2003), selon lesquelles les innovations simples, peu coûteuses et directement bénéfiques se diffusent beaucoup plus rapidement.

Dans ce sens, la rotation des cultures séduit les producteurs en raison de ses effets visibles à court terme, notamment l'amélioration de la fertilité, la réduction des maladies et l'augmentation des rendements. Sa compatibilité avec les pratiques agricoles traditionnelles en facilite l'intégration, renforçant ainsi sa diffusion. Elle illustre bien l'idée que la compatibilité d'une innovation avec les savoirs et pratiques existants constitue un facteur déterminant dans son adoption. Les pratiques qui nécessitent une coordination sociale accrue, un investissement en travail plus important ou une maîtrise technique spécifique, leur adoption reste conditionnée par la capacité des producteurs à surmonter les dilemmes

liés à l'action collective. Comme l'ont montré Olson (1965) et Ostrom (1990), les pratiques reposant sur des bénéfices collectifs sont plus difficiles à mettre en œuvre lorsque les coûts sont supportés individuellement, en l'absence de règles partagées et de mécanismes de confiance. L'adoption différenciée des pratiques agroécologiques illustre que les logiques d'appropriation des pratiques agroécologiques ne relèvent pas uniquement de considérations techniques. Elle s'inscrit dans une articulation entre simplicité perçue, bénéfices attendus, compatibilité avec les pratiques existantes et capacité de coordination sociale. Les résultats mettent ainsi en évidence une double dynamique : d'une part, une diffusion rapide des innovations individuelles à faible coût et bénéfices rapides (fumure organique, rotation des cultures), et d'autre part, une adoption plus lente des pratiques exigeant des formes d'organisation collective ou un niveau technique élevé (culture fourragère, association des cultures).

3.5. Perceptions économiques et alimentaires

La convergence des perceptions des producteurs quant aux bénéfices économiques et alimentaires de l'agroécologie souligne que ces pratiques sont envisagées comme des options viables et pragmatiques, plutôt que comme des idéaux abstraits. Ce consensus renforce l'idée que l'agroécologie n'est pas perçue comme une utopie « verte », mais comme une pratique viable et pragmatique. Cependant, la perception positive ne suffit pas à garantir la généralisation des pratiques. Comme le rappelle Olson (1965), la croyance collective dans les bénéfices d'une action n'implique pas nécessairement l'engagement individuel. C'est pourquoi les formes d'organisation (OPA, coopératives) restent cruciales pour transformer la croyance en pratiques concrètes. Tilly (1978) appuie cette idée en montrant que la mobilisation sociale est indispensable pour convertir les représentations en dynamiques collectives effectives.

3.6. Vers une lecture théorique de l'adoption de l'agroécologie

Les résultats révèlent une dynamique hybride. Certaines pratiques reposent sur des logiques individuelles (Rogers, 2003), où les producteurs arbitrent selon les bénéfices perçus et la complexité technique, ce qui favorise l'adoption de la fumure organique et de la rotation des cultures. D'autres exigent une coordination sociale (Olson, 1965 ; Ostrom, 1990), car elles supposent de surmonter le dilemme coûts/bénéfices et de s'appuyer sur des règles collectives et la confiance mutuelle, comme pour la culture fourragère. Enfin, la durabilité de l'agroécologie dépend de la capacité des structures collectives à mobiliser et organiser les producteurs (Tilly, 1978). Ainsi, l'adoption de l'agroécologie apparaît moins comme un processus purement technique ou individuel que comme un phénomène social et collectif, traversé par des logiques d'innovation et d'action collective.

Conclusion

L'analyse des résultats met en évidence que l'agroécologie constitue une alternative agricole perçue à la fois comme viable économiquement et capable de garantir l'autosuffisance alimentaire. L'adoption généralisée de pratiques telles que la fumure organique ou la rotation des cultures illustre la capacité des producteurs à intégrer des innovations simples, peu coûteuses et directement bénéfiques. En revanche, les pratiques plus complexes ou nécessitant une coordination collective, comme l'association de cultures ou la culture fourragère, rencontrent davantage de résistances. Au-delà des déterminants techniques et économiques, l'adoption de l'agroécologie s'inscrit dans des dynamiques

sociales liées à l'organisation des producteurs et aux modalités de coopération. Ces résultats permettent de mieux comprendre les dynamiques qui structurent l'adoption des pratiques agroécologiques dans la zone d'étude. Sur le plan pratique, ces résultats soulignent la nécessité : de renforcer les organisations paysannes comme relais de coordination, d'appuyer les leaders d'opinion locaux pour faciliter la diffusion, de concevoir des politiques agricoles qui valorisent les savoirs endogènes tout en réduisant les coûts individuels des pratiques collectives. En définitive, l'agroécologie ne peut être appréhendée uniquement comme une somme de techniques agricoles, mais bien comme une dynamique sociale et collective, porteuse d'enjeux de gouvernance locale, de justice sociale et de durabilité environnementale.

Références bibliographiques

- Berton, S., Billaz, R., Burger, P., et Lebreton, A. (2013). Agroécologie, une transition vers des modes de vie et de développement viables. Paroles d'acteurs, Centre d'actions et de réalisations internationales, Paris.
- Bertrand, M., Mamadou, A., et Ibrahim, H. (2014). « L'émergence de l'agroécologie au Niger ». *Inter-Réseaux Développement rural & Grain de sel*, n° 63-66, 14-15. [gds63_complet.pdf](#)
- Epule, T. E. et Bryant, C. R. (2016). « Assessing the effects of agroecology and conventional farming techniques on small-scale peasant farmers' crop yields in the Fako and Meme divisions of Cameroon ». *African Journal of Agricultural Research*, 10(11), 849-857 <https://doi.org/10.5897/AJAR2015.10498>
- Ghiglione, R., et Matalon, B. (1985). Les enquêtes sociologiques : théorie et pratique. Armand Colin, Paris.
- Grandval, F. (2011). « Agro-écologie : Où en est-on ? » *Inter-Réseaux Développement rural*, n°2, 1-8.
- Illy, L., Belem, J., Sangaré, N., et Kaboré, M. (2007). Contribution des cultures de saison sèche à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire, Centre d'Analyse des Politiques Économiques et Sociales, Ouagadougou.
- Kabore, P.N. (2019). « Perceptions du changement climatique, impacts environnementaux et stratégies endogènes d'adaptation par les producteurs du Centre-Nord du Burkina Faso ». *Vertigo*, 19 (1). <https://doi.org/10.4000/vertigo.24637>
- Karambiri, S. M. (2018). *La gouvernance territoriale par les chartes foncières locales dans la région des Hauts-Bassins (Burkina Faso)*. Thèse de doctorat, Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo. 285p.
- Mays, N. et Pope, C. (1995). « Rigour and qualitative research ». *BMJ*, 311(6997), 109-112. <https://doi.org/10.1136/bmj.311.6997.109>
- Ministère de l'Agriculture et des aménagements hydro-agricoles. (2018) Rapport annuel du secteur agricole, Ouagadougou,
- Olson, M. (1965). *The Logic of Collective Action : Public Goods and the Theory of Groups*, Harvard University Press, Harvard.
- Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, University Press Cambridge.
- Rogers, E. M. (2003). *Diffusion of Innovations*, Free Press, New York. Tilly, C. (2004). *Social Movements, 1768–2004*, Paradigm Publishers, Colorado.
- Torquebiau, E., Roudier, P., Demenois, J., Saj, S., Hainzelin, É., et Maraux, F. (2019). « Agroécologie et changement climatique : Des liens intimes et porteurs d'espoir ». Côte, F-X., Poirier-Magona, E., et Perret, S. (Coord.) *La transition agro-écologique des agricultures du Sud*, Ed. Quæ, Versailles, 239-249.